

AGIR EN FAVEUR DU BIEN-ÊTRE ANIMAL



Photo : Analegicus / Pixabay

EN BREF

Le regard porté sur l'animal change. Aujourd'hui, 89% des Français·e·s estiment que la condition animale est une cause importante dont les politiques doivent se saisir. C'est une excellente nouvelle, car la marchandisation du vivant a des conséquences graves et très concrètes : la sixième extinction animale de masse, avec des espèces qui disparaissent cent fois plus vite que par le passé, et l'exploitation animale qui détériore chaque jour notre planète et hypothèque la vie humaine. Si des avancées sont à noter dans certains pays, c'est au niveau européen qu'une réponse peut être apportée. L'Union européenne doit utiliser les outils dont elle dispose pour inciter ses États membres à faire primer le bien-être animal sur les intérêts privés.



europeecologie.eu
 [@euroecolos](https://twitter.com/euroecolos)

À travers ses politiques en matière d'agriculture, d'environnement, de commerce, de transports, de pêche, de protection de la santé, l'Union européenne est responsable d'un vaste champ qui affecte directement ou indirectement le bien-être des animaux. C'est un levier que les Verts au Parlement européen veulent actionner pour promouvoir, dans l'ensemble des États membres et au-delà, des politiques ambitieuses de reconnaissance et de protection animale.

Car si les animaux sont reconnus par le traité de Lisbonne comme des êtres sensibles dont le bien-être doit être assuré, leurs droits comme le respect de leurs besoins biologiques sont encore largement secondaires, inféodés aux intérêts de l'agrobusiness, de l'industrie pharmaceutique ou du divertissement.

Le groupe des Verts-ALE a appelé à la création d'une Commission d'enquête sur les infractions au règlement de l'UE sur le transport d'animaux vivants. Malgré le support de 223 député·e·s, les Président·e·s des grands groupes politiques de la droite, des libéraux et des socialistes, ont bloqué la création de la Commission d'enquête.

Les Verts, plus forts de leur bon score aux dernières élections européennes, se mobiliseront à nouveau durant le prochain mandat pour que cette Commission d'enquête voie le jour et que nous puissions mettre un terme aux souffrances des animaux sur les routes européennes.

déshydratés, blessés, certains meurent durant les trajets. Les infractions sont connues : dépassement des durées, non-respect des obligations d'abreuvement et d'alimentation, dépassement des températures autorisées. Elles ne font pour autant pas l'objet de contrôles suffisants, et encore moins de sanctions. L'Union Européenne doit donc développer un système de surveillance accrue afin de protéger les animaux sur ses routes, et promouvoir leur bien-être en dehors.

Le bien-être animal recoupe par essence un large spectre de politiques publiques et nécessite une approche transversale que l'Europe peut apporter. De l'encadrement de l'abattage au bien-être des animaux de compagnie, les sujets sont trop divers pour être abordés de façon sectorielle. C'est l'approche que les Verts défendent au niveau européen, en appelant la Commission à proposer une loi-cadre sur le bien-être animal qui intégrera la question dans sa grande diversité.

Regardons l'élevage. L'agriculture européenne, entraînée par une Politique Agricole Commune (PAC) délétère et une politique commerciale ultralibérale, nie encore largement la question du respect de la sensibilité animale. Cela a été tristement illustré par les nombreuses vidéos d'associations lanceuses d'alerte comme L214 ou le CIWF ; mais la réponse politique tarde. Et ce n'est pas la mauvaise proposition de réforme de la PAC telle qu'elle est discutée actuellement qui changera la donne. La Commission fait de l'affichage en citant le bien-être animal comme un enjeu, mais n'en fait aucunement une priorité. Il n'y a aucune avancée significative pour le renforcement de la protection animale. Chaque État membre reste libre de définir ses propres objectifs et l'amélioration du bien être animal reste une option, jamais une obligation.

Pourtant, les solutions pour mieux respecter le bien-être et la sensibilité des animaux existent, et la société civile en est fortement demandeuse. Des pratiques d'élevage vertueuses et respectueuses sont pratiquées par certains éleveurs encore trop rares. Inspirons-nous en et exigeons qu'elles ne soient plus des exceptions, mais qu'elles deviennent la règle. Les pouvoirs politiques, à un niveau européen et national, ne peuvent se permettre de fermer les yeux. Nous revendiquons des normes plus strictes, le droit des animaux à vivre selon leurs besoins naturels et l'interdiction des pratiques cruelles. C'est un enjeu éthique, environnemental et sanitaire.

Il s'agit de mieux encadrer certains secteurs, en interdisant par exemple les animaux sauvages dans les cirques et les delphinariums, en abolissant les pratiques cruelles comme la corrida, ou en développant des méthodes d'expérimentations pour la recherche sans animaux. Mais il s'agit aussi de faire appliquer la loi.

C'est notamment le cas pour le transport des animaux vivants, où les règles existent mais ne sont pas ou mal appliquées. Les normes européennes encadrant les conditions de transport des animaux sont fréquemment ignorées. Des animaux sont entassés, piétinés,

